

M'pongo, Roger: "L'ujamaa: une expérience politique africaine d'inspiration personaliste?" (y II)

(Comunicación pronunciada en las V Jornadas de la Asociación Española de Personalismo.

Madrid, Universidad San Pablo- CEU, 13-14 febrero 2009)

II.2. La démocratie

Julius Nyerere définit le principe de démocratie comme corollaire au principe d'égalité. En effet, on ne saurait parler d'égalité entre les humains dans un contexte de domination d'un groupe social sur la majorité des citoyens. Le phénomène qu'il dénonce s'appelle « colonisation ». Il fustige les coloniaux qui entretiennent, avec la complicité des élites indigènes, un système autocratique contraire à toute notion d'égalité. Ce système est donc incompatible avec l'esprit de l'*Ujamaa*.

La démocratie suppose que le gouvernement appartient à tout le peuple comme une possession naturelle et inaliénable, sans être l'apanage d'une minorité (élite, riche, instruite ou une race spécifique, etc.). Elle suppose aussi que le gouvernement ne favorise pas la promotion matérielle ou culturelle d'une minorité mais celle des droits et de la prospérité de tous. Dans ce cas, la majorité doit inévitablement être consultée et les pouvoirs légitimes doivent venir d'elle. Un gouvernement qui ne serait pas constitué des représentants du peuple ne serait démocratique. Au contraire, il s'érigerait en système de répression[1].

Aux yeux du leader tanzanien, cette théorie de la démocratie est rationnellement fondée : étant donné que l'homme est un être rationnel et que tous les hommes sont égaux, le gouvernement par le peuple, issu du débat entre égaux est, de ce fait, la seule forme de gouvernement qui soit crédible[2].

Comme on peut le remarquer Julius Nyerere croit naïvement au système démocratique et l'estime théoriquement crédible et efficace. Comment envisage-t-il d'adapter ses principes à la situation concrète de la Tanzanie ? Comment va-t-il s'y prendre pour « africaniser » cette valeur de la démocratie ?

En effet, tous ses efforts de compréhension et d'analyse sont soutenus par la conviction selon laquelle les institutions issues de la démocratie libérale occidentale ne sont pas adaptées à l'Afrique en général, et à la Tanzanie, en particulier[3]. Nyerere saura-t-il réduire l'importante distance entre les théories démocratiques et les institutions issues du système colonial britannique ? Disons, au passage, que le système britannique préconisait le multipartisme comme une des voies vers la démocratie. Quant au leader tanzanien, il estime que dans le contexte de l'Afrique, pour les pays devenus indépendants, un seul parti rassembleur suffirait pour instaurer le système démocratique. La seule garantie serait, selon lui, de préserver les libertés des citoyens à former une opposition constructive. Que signifie pour lui l'« opposition constructive » ?

Tribune, un hebdomadaire britannique de juin 1960 reprend pour nous les arguments du leader tanzanien. Pour lui, l'idée selon laquelle la démocratie exige l'existence d'une opposition organisée contre le gouvernement est sans fondement. Car, explique-t-il, la démocratie a besoin des libertés pour exprimer une telle opposition et non de son existence en tant que parti[4]. Mwalimu Nyerere estime invraisemblable qu'il y ait, dans les

pays récemment indépendants, un double système à long terme. Ce double système favoriserait l'émergence des mouvements nationalistes qui briseraient l'élan de l'égalité, de la démocratie et du développement intégral.

On le voit bien, le leader tanzanien préfère le parti unique au multipartisme que propose le système britannique. Il justifie son choix par le fait que les pays africains devenus indépendants ont besoin d'un système démocratique d'auto-gouvernance. La priorité serait donc, selon lui, de favoriser la dimension communautaire où les membres débattent de leur programme et des valeurs qu'ils comptent promouvoir. De ce débat surgiront des décisions proches des besoins du peuple. Le fondateur de l'*Ujamaa* aura du mal à mettre en place des institutions qui correspondent à cet idéal démocratique. Un idéal qu'il voulait adapter à la communauté africaine traditionnelle tout en étant ouvert à la modernité.

En 1962, Julius Nyerere proposera une organisation politique répondant à son projet démocratique, avec un unique mouvement national qui n'est, en réalité, qu'un parti unique. Celui-ci sera, selon le projet du leader tanzanien, la meilleure expression d'une profonde harmonie entre les membres de la société. C'est dans cette société que le principe de la démocratie pourra être réalisable.

En résumé : cet idéal démocratique tanzanien devra répondre à quatre critères fondamentaux :

1. Garantir l'unité sociale de manière à éviter toutes les divisions qui engendreraient d'autres partis politiques au détriment du peuple.
2. La création d'un unique mouvement national ouvert à tous les citoyens. Un mouvement qui s'engage dans la promotion du bien commun.
3. Ce mouvement aura en son sein une Assemblée Nationale dont les membres seront élus par suffrage universel pour un mandat déterminé.
4. Le débat contradictoire entre les membres du gouvernement et l'Assemblée Nationale devra contribuer à la concorde en vue du progrès social[5].

Julius Nyerere estime que ces caractéristiques de la démocratie représentative sont réalisables au sein d'un système politique à parti unique ; que son projet démocratique est solide et se justifie du fait que les citoyens disposent d'une pleine liberté de choix, une liberté au service de l'intérêt commun qui ne serait pas garantie dans le multipartisme. Ce dernier disperserait les projets, selon les intérêts de chaque parti politique, et c'est le peuple qui en ferait les frais[6].

Le changement constitutionnel opéré en 1965 va renforcer les ambitions politiques du leader tanzanien en prenant option pour le parti unique, la TANU. Les élections présidentielles qui ont sanctionné ce changement donnent au candidat unique 98% des voix. Certains analystes politiques considèrent cette élection comme une autre forme de démocratie : l'avantage pour le parti unique de décider que le principal leader cède ou se maintienne au pouvoir. Ce qui n'est pas déloyale, selon Enahoro[7].

Dix ans près, en janvier 1975, le Comité Central propose au gouvernement un amendement de la Constitution en vue d'élever la TANU au rang parti suprême. Très vite, elle devient l'instrument destiné à asseoir l'idéologie de l'*Ujamaa*.

Le sommet de cette initiative démocratique tanzanienne sera atteint avec la création du CCM (*Chama Cha Mapinduzi*, parti révolutionnaire), le 5 février 1977, une fusion de deux partis : l'*Ujamaa* et l'*Afro-Shirazi Party*. Volontariste dans sa conception de la démocratie, le leader tanzanien persiste dans sa logique selon laquelle le parti unique n'est pas un handicap pour la démocratie participative. Une conception qui demeure fragile mais innovante pour cette Afrique des années soixante.

II.3. « Self-Reliance » comme pédagogie socio-économique

Les années soixante connaissent des mutations politiques et économiques importantes en Afrique. La prise de pouvoir des leaders autochtones occasionne une sorte de bras de fer avec les investisseurs étrangers ; le passage du système paternaliste d'assistance à l'autonomie, à l'auto-financement n'est pas facile.

Comment le leader tanzanien va-t-il s'y prendre ?

Julius Nyerere décrète un plan quinquennal en vue d'une stratégie de développement local. Cette stratégie sera inscrite dans la *Déclaration d'Arusha*^[8]. Elle privilégie le travail en vue de valoriser et de faire fructifier les ressources locales au détriment des aides étrangères. Il serait erroné de penser répondre aux besoins du peuple tanzanien en comptant exclusivement sur l'aide extérieure, précise *Mwalimu Nyerere* Car les besoins sont tellement nombreux que ces seules aides ne suffiraient pas pour les couvrir. Et même si cela était possible, cette dépendance nuirait à l'autonomie et à la liberté de choisir le système politique adapté à la situation locale^[9]. D'où la responsabilité des tanzaniens face à leur destin : l'avenir de leur pays est dans leurs mains.

Julius Nyerere reconnaît, par ailleurs, l'importance de ces aides étrangères et n'y renonce pas de manière systématique. Dans sa pédagogie il ne souhaite pas encourager son peuple à se contenter des interventions économiques ponctuelles venant de l'extérieur. Il est plutôt question de développer les talents de chaque citoyen. Pour le leader tanzanien la vraie indépendance suppose, au préalable, une politique de contrôle sur les ressources locales et une implication effective de tous les citoyens dans la gestion des richesses du pays. Ce sont ces convictions qui sous-tendent sa philosophie du développement local. Nyerere est très lucide sur les enjeux du « Self-Reliance » dans le contexte tanzanien : les Tanzaniens doivent estimer leurs ressources économiques et les exploiter au maximum. Et pour accéder à la vraie autonomie, il faudra avoir les compétences professionnelles nécessaires afin de contribuer efficacement au développement intégral du pays. En plus de la compétence, il faudra avoir la loyauté pour accéder aux postes de décision en vue d'une réforme économique profitable à tous. Le leader tanzanien va donc tendre la main à tous ses compatriotes et aux étrangers qui seraient disposés à œuvrer pour cette « cause »^[10].

Le « Self-Reliance » n'exclut donc pas l'apport économique des étrangers. Mais le fondateur de l'*Ujamaa* privilégie l'implication dynamique des Tanzaniens : ils sont attachés à leur terre et la connaissent mieux que les étrangers. C'est en mettant la main à la pâte, en conjuguant les efforts pour transformer leur milieu de vie avec l'appui des étrangers, qu'ils deviendront de vrais partenaires. En outre, Nyerere estime que ce partenariat est profitable à tous : à la Tanzanie et au monde extérieur. Pour cela il souhaiterait que l'initiative vienne de la base, à la mesure des besoins locaux et du cheminement vers une vraie autonomie^[11].

Ces réflexions du leader tanzanien seront reprises dans le deuxième plan quinquennal, avec des applications concrètes et ciblées en vue d'améliorer les besoins primaires des citoyens : un régime alimentaire sain, une tenue vestimentaire correcte, un logement décent, une éducation de base accessible à tous, etc.

C'est à travers ce cheminement que Julius Nyerere situe la promotion, l'épanouissement et la reconnaissance de la personne humaine dans sa dignité inaliénable. Les étapes progressives de ce cheminement indiquent et permettent d'évaluer la vraie croissance économique d'un pays. Ainsi, lui-même va-t-il se tourner d'abord vers le secteur rural, spécialement vers le milieu agricole. Pour lui, le « Self-Reliance » repose sur quatre piliers principaux : le travail de la terre, le peuple, la politique sociale centrée sur la personne humaine, et des leaders responsables. La réalisation d'un développement intégral dépend

de l'entraide mutuelle, dans le cadre d'un régime démocratique où règnent la justice sociale, la liberté,.

Mwalimu Nyerere va considérer **l'éducation comme le moteur qui favorise ce dynamisme économique dans tous les domaines**. Elle est la servante de tous les projets : elle est le lieu de prise de conscience et d'appropriation des valeurs telles que la liberté, le dialogue social, le respect du bien commun, l'ouverture aux autres (cultures), le respect envers autrui, etc. L'éducation va être comme le ferment dans la pâte : elle soutendra tous les principes de l'*Ujamaa*, spécialement le « *Self-Reliance* ». C'est elle qui inspirera toute action et l'accompagne dans la durée. Elle doit être pratique, car c'est en forgeant qu'on devient forgeron[12]. Les aides étrangères dont nous avons parlé ne peuvent remplacer tous les efforts physiques, intellectuels et spirituels qu'exige une telle éducation.

Dans la pensée du leader tanzanien l'éducation est un chemin de libération pour tout le continent africain. Un chemin qui ne devrait pas déraciner les Africains dans leur culture. Son objectif devrait viser la transmission de l'expérience et de la connaissance des us et coutumes aux jeunes générations de manière à promouvoir le développement à partir de ces fondamentaux culturels. Pour Julius Nyerere, il ne sert à rien d'élaborer des projets savants, fussent-ils en faveur de la paix universelle, si on est incapable de vivre en harmonie avec ses semblables. Vue sous cet angle, l'éducation a un objectif social : l'auto-formation se fait déjà dans une cohésion sociale qui valorise la communauté comme lieu de personnalisation.

En vrai pédagogue, *Mwalimu Nyerere* dénonce la « contre-éducation » que véhiculent certaines idéologies sociales : à ceux qui brandissent leur qualification professionnelle et qui revendiquent un traitement exceptionnel en contrepartie, il leur rappelle que l'humain n'a pas de valeur marchande— sauf les esclaves. Celui qui adopte cette attitude se « chosifie », s'identifie aux produits commerciaux en valorisant le prix de son savoir, de ses compétences au détriment de la communauté. Cette conception de l'éducation, estime-t-il, est un échec cuisant de toute la société. D'où l'urgence de former « autrement » les jeunes générations en proposant un système éducatif adapté aux réalités africaines : le système éducatif ne peut accompagner un enfant en l'isolant du système socio-économique dans lequel il vit. Dire que l'éducation doit être intégrée à la société est lieu commun. Mais, en fait, l'éducation fait inévitablement partie intégrante de la société. Aux enfants comme aux adultes, l'expérience de la vie apprend plus de choses que les livres et les maîtres[13].

Le leader tanzanien condamne toute éducation qui ne se limiterait qu'aux seules connaissances livresques. Il insiste sur le savoir vivre ensemble : « la vertu suprême consiste à coopérer avec autrui et à aider ceux qui éprouvent plus de difficultés que soi-même (...) L'enseignement officiel dispensé dans les écoles ou les cours pour adultes ne peut remplacer l'expérience de la vie acquise en dehors du système d'éducation. Aucun système scolaire ne peut non plus fonctionner efficacement s'il va à l'encontre des pratiques sociales[14]. »

Julius Nyerere est conscient que le système d'éducation scolaire est incontournable et indispensable pour la compréhension des mécanismes sociaux culturels. En effet, l'Afrique ne peut pas se fier exclusivement à ce qu'il appelle « apprentissage par la vie et l'action ». Comment tenir les deux bouts de la chaîne, c'est-à-dire, tradition et modernité ? « Nous ne pouvons revenir en arrière parce que la science moderne n'est pas répandue dans nos sociétés (...) Les techniques modernes de production, d'échanges et d'organisation étaient inconnues dans l'Afrique traditionnelle et sont encore ignorés par la majorité de nos adultes[15] »

Que choisir ? Le système officiel d'enseignement qui souffre du décalage entre le

fonctionnement et le milieu social des élèves ou revenir à l'apprentissage par la vie et l'action dans la société qui « nous placerait dans un état d'arriération sociale et technologique tel que tout espoir de libérer les habitants de nos pays dans un avenir prévisible devrait être abandonné[16] » ? La réponse du leader tanzanien est inclusive : il faut combiner les deux systèmes, c'est-à-dire, envisager un système éducatif qui intègre l'enseignement de type scolaire à la société. Ce système servirait de catalyseur pour transformer, comme un ferment dans la pâte, cette société. L'éducation est donc un chemin de libération : selon le fondateur de l'*Ujamaa*, elle permet à l'homme de travailler « sur le pied d'égalité avec ses semblables, au développement du genre humain[17]. »

Il y a une cohérence de pensée dans ce projet : un appel à revisiter l'histoire des civilisations où l'action de l'homme se nourrit et inspire, en même temps, des théories, des inventions et de transformations socio-économiques. Tel est le défi qu'essaye de lancer Julius Nyerere à travers les principes fondamentaux de l'*Ujamaa* : égalité, démocratie et le « Self-Reliance ». Ce sont, au point de départ, des principes qu'il adapte aux traditions locales. Ils deviendront successivement des outils pédagogiques pour sensibiliser le peuple tanzanien à l'urgence du développement intégral et une arme pour asseoir la politique démocratique dans le contexte africain au service du monopartisme.

Du fait qu'il proclame à temps et à contre temps la primauté des valeurs spirituelles, le témoignage de Julius Nyerere est prophétique et mérite d'être mis en valeur. Le système politique que ces valeurs ont soutenu, a-t-il été efficace[18] ?

. En effet, si – selon l'esprit de l'Évangile – c'est à ses fruits qu'on reconnaît l'arbre, l'*Ujamaa* a désenchanté à cause, entre autres, du regroupement des villages. Au départ, il était proposé sur les bases de l'adhésion volontaire. L'*Ujamaa* ou l'esprit de vie familiale y proposait trois principes d'inspiration traditionnelle : le respect mutuel entre les membres, la propriété collective des biens essentiels, la redistribution périodique des richesses accumulées avec une priorité aux cultures vivrières.

Cette pratique de « villagisation » s'est généralisée en 1969 et fut rendue obligatoire depuis le mois d'août jusqu'en novembre 1974, l'armée transporta des millions de ruraux vers des terres en friches. Un échec pour l'*Ujamaa* qui voulait respecter le principe traditionnel de l'autonomie des villages en vue d'un développement, en privilégiant le « *Man* ». Résultats ! En juin 1975, 65% de la population rurale était regroupé en villages. Toutefois les objectifs ne furent pas atteints sur le plan économique car la production vivrière était insuffisante : dans le domaine social et politique, les paysans pauvres n'ont pas amélioré leur condition.

On le voit bien, le fondateur de l'*Ujamaa* n'a pas dérogé à ces règles de conduite qui ne rendent pas l'action politique facile : cette tension entre le spirituel et le politique, le témoignage et l'efficacité. Ces réalités suscitent l'incompréhension moqueuse ou indignée des idéalistes, des opportunistes et des partisans, et place dans la position incommode celui qui s'engage avec courage « dans l'obscurité et le doute. Elles appellent à « fidélité créatrice »[19].

Dr Roger Rubuguzo Mpongo

Université Marc-Bloch de Strasbourg

9, place de l'Université

F- 67084 **Strasbourg Cedex**

rogermp@estvideo.fr

[1] "Government belongs to all the people as a natural and inalienable possession, it is not the property of a minority, however elite or wealthy or educated and whether uni-racial— Government is properly instituted among men not to secure the material or cultural advantages of the few, but to promote the rights and welfare of many. Therefore the many must inevitably be genuinely consulted, and the just powers of government derived from them. Government by representatives is whose selection most for the governed have not part is not rule but repression" Nyerere, J.K. "The Entrenchment of Privilege", in *Africa South* 11, 2 (January-March, 1958, p.47).

[2] "Democracy, or government by the people, is a system on theory-on reason— and can be defended rationally. Gives that man is a rational being and that all men are equals, democracy— is indeed the defensible form of government." Nyerere, j.k *Democracy and the Party System*, Dar Es-Salaam, 1963, p.16.

[3] Pratt, C, *The critical Phase in Tanzania*, p.66-67.

[4] "Will Democracy work in Africa ?", *Tribune* (London), June 1960.

[5] *Idem.* p.70.

[6] Nyerere, j.k, *Freedom and Unity*, p.200.

[7] "Perhaps that is one advantage of our single-party people felt that the top leadership have gone... It will go ! You can't call it treason. Some of our earlier leaders have gone... It would not be regarded as treason." Enahoro, P., « African Socialism », *Africa* 6 (1962), p.61.

[8] Tanganyika, *Five Year-Plan for Economic and Social Development 1st July, 1964 – 30th June, 1969*, vols. 1&2, Dar Es-Salaam; Government Printer, 1964.

[9] « We are making a mistake to think that we shall get money from other countries; first because in fact we shall not be able to get sufficient money for our economic development; and secondly, because even if we could get all that we needed, such dependence upon others would endanger our independence and our ability to choose our own political policies », Nyerere, j.k *Ujamaa*, p.25.

[10] « (...) we should be ready to use all people who are able to contribute towards these objectives », Nyerere, j.k., *Freedom and Socialism*, p.386-388.

[11] « We are saying: 'here is land, here we are; this is the amount of knowledge, skill and experience we have ; and this is the amount of money we have to spend on supplementing our skill and knowledge or on buying more advanced machines. Now let us get on with it'. And we are saying to other people: 'This is what we are doing; if you want to help us, do this and this and this, for that is what we need most at this stage. », *Ibidem*, p.388.

[12] "(...) pupils will learn new skills which are relevant to their future life, and adopt a realistic attitude to getting their hands dirty by physical labor. They will learn by doing." Nyerere, j.k., *Ibidem*, p. 410-411.

[13] Julius Nyerere, Education et libération. Extrait du discours publié dans Jeune Afrique, n°765 du 5 septembre 1975, repris dans *Eglise et mission*, décembre 1979, p. 21-24.

[14] *Ibidem*, p. 23.

[15] *Ibidem*, p. 24.

[16] Et Julius Nyerere de préciser : « Je n'ai pas dit que la formation de type classique était mauvaise, inutile ou dépourvue d'importance. Je n'ai pas dit non plus que la

formation professionnelle et technique n'était pas importante. Ce que j'ai voulu suggérer, c'est que l'éducation ne doit pas être considérée uniquement, ni même essentiellement, comme un problème relevant des écoles ou comme un moyen de faire progresser la connaissance et les techniques » *Ibidem*.

[17] *Ibidem*.

[18] Emmanuel Mounier évoque souvent ce thème. Voir l'article de 1945 : « Témoignage et efficacité », repris dans le *Bulletin des amis d'Emmanuel Mounier*, 29, mars 1967.

[19] L'expression est de Gabriel Marcel. Emmanuel Mounier la reprend dans la profession de foi lorsqu'il justifie son attitude sous Vichy. Lire son article « La France entre la fidélité et l'imagination » (mai 1941).

Asociación Española de Personalismo ©2009 Inscrita en el Registro de Asociaciones con el N° 171813, Sección 1ª.